

LA VERITE

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE SECTION FRANÇAISE DE LA 4e INTERNATIONALE

« LA VERITE » paraît en se conformant aux décisions du comité syndical inter-presse (C.G.T.)

Lock-out patronal contre revendications ouvrières

JOURNAUX DÉGRADÉS

A 6.000 frs. par mois les fonctionnaires ne peuvent plus attendre

- La Fédération de la Presse maintient le lock-out des journaux. La S.N.E.P. cesse de payer ses ouvriers à 18 heures. Les syndicats se réunissent pour décider de leur attitude devant l'offensive patronale.

Dans une phrase devenue maintenant célèbre, Léon Blum avait déclaré au Congrès socialiste: « Au gouvernement, nous sommes les gérants loyaux du capitalisme. »

LA MISSION DE BLUM et le futur gouvernement

Le 18 janvier, les Chambres vont élire le Président de la République. Et celui-ci devra désigner le Chef du gouvernement.

On s'expliquera au parlement Qu'allaient faire les dirigeants de l'U.G.F.F. ? Le Léop, secrétaire général, a déclaré: « Il faut avouer, et nous l'avons répété cent fois, que la situation des agents de la fonction publique est particulièrement digne d'intérêt. Le traitement perçu par les membres du corps enseignant, par exemple, est proprement scandaleux. »

Rappelons brièvement les faits. Devant la hausse générale et incessante du coût de la vie, les syndiqués de la presse revendiquent une augmentation de salaires de 25 pour cent.

Le coup de force patronal Devant la combativité des rotativistes, qui obligent les patrons de journaux à perdre l'argent ou à céder, ceux-ci tentent l'épreuve de force.

La réponse ouvrière Mais au coup de force patronal, les syndiqués de la presse répondent avec énergie.

Un pas en arrière de la S.N.E.P. Il est évident que cette réponse ouvrière est très dangereuse pour les patrons.

...qui lui rapporte gros Le levé du lock-out dans la S.N.E.P. ne change rien à la situation des journaux.

La position de la Fédération de la Presse Quant aux patrons de journaux, ils demeurent intraitables.

La position de la S.N.E.P. Mais Pierre Bloch ne s'en tient pas là. Il revient sur sa levée de lock-out à la suite des différentes entre-

prises de la presse parlementaire, comprennent maintenant, avec la classe laborieuse du pays, l'offensive patronale, dirigée en premier lieu contre leur salaire.

Les agents plus ou moins camouflés de l'ancienne presse pourrie aidés, et fort bien, par ceux de la nouvelle, qui ont rapidement pris le ton et les méthodes de leurs devanciers.

Après avoir exproprié les Prouvost, les Louis-Louis Dreyfus et consort, les ouvriers de la presse chasseront les administrateurs capitalistes corrompus, et sans rien abandonner de leur revendication, imposeront leur contrôle sur les entreprises nationalisées.

En aucun cas, la presse parlementaire ne retombera sous la coupe des « mercantis du papier », ceux-ci doivent le comprendre quand ils proclament à tout vent: « A bas la scandaleuse gestion de la S.N.E.P. »

Les ouvriers de la presse parlementaire ont déjà jugé cette scandaleuse gestion. Le personnel de la presse est mieux placé que quiconque pour l'apprécier.

A l'imprimerie de la rue d'Enghien, des millions ont mystérieusement disparu et des ouvriers, qui avaient cotisé au titre des Assurances sociales se virent refuser le paiement de leurs prestations maladie. Ce n'est qu'après un appel

du syndicat patronal par un intérimaire gouvernemental rappellent les plus beaux jours de la Propaganda-staffel.

La position ouvrière Enfin, les syndiqués ouvriers prennent position aujourd'hui. Devant le maintien du lock-out des journaux et le rétablissement à 18 heures du lock-out des entreprises, ils ont à définir leur attitude.

L'échelle mobile des salaires Nous croyons, pour notre part, que la réponse au premier est le maintien de l'échelle mobile.

« Mieux vaut mourir que tomber entre les mains des Français » Hanoi, 13 janvier.

D'Argenlieu rassure les troupes débarquées Ses troupes qui venaient de débarquer du Zaire, en provenance de la France, le général d'Argenlieu a déclaré:

Retenez votre après-midi et votre soirée DU 23 FEVRIER Grande fête de « La Vérité »

15.000 Camionneurs en grève à Londres Londres, 12 janvier.

Comment alors ne pas laisser en place, pour un bout de temps encore, un directeur aussi zélé et aussi compréhensif que Léon Blum ?

Comment toujours, un gouvernement menace les travailleurs, mais sans menacer les patrons. Comme toujours, un gouvernement soi-disant « socialiste » intervient à fond contre la classe ouvrière pour défendre les intérêts du patronat.

« Si cette information se vérifie, elle indiquerait que les Vietnamiens ont arrêté tout envoi de renforts, de ravitaillement et de matériel militaire en Cochinchine. »

« C'est la guerre, amiral. Et, contre vous, le peuple de France, qui refuse de payer les poils cassés, saura imposer la paix. »

« Et le gouvernement a reculé. Une déclaration officielle publiée avec l'accord du ministre du Ravitaillement annonce que les troupes ne seront pas utilisées tant que la « situation ne sera pas tout à fait claire... » (suite en 2e page.)

« Et le gouvernement a reculé. Une déclaration officielle publiée avec l'accord du ministre du Ravitaillement annonce que les troupes ne seront pas utilisées tant que la « situation ne sera pas tout à fait claire... » (suite en 2e page.)

« Et le gouvernement a reculé. Une déclaration officielle publiée avec l'accord du ministre du Ravitaillement annonce que les troupes ne seront pas utilisées tant que la « situation ne sera pas tout à fait claire... » (suite en 2e page.)

« Et le gouvernement a reculé. Une déclaration officielle publiée avec l'accord du ministre du Ravitaillement annonce que les troupes ne seront pas utilisées tant que la « situation ne sera pas tout à fait claire... » (suite en 2e page.)

« Et le gouvernement a reculé. Une déclaration officielle publiée avec l'accord du ministre du Ravitaillement annonce que les troupes ne seront pas utilisées tant que la « situation ne sera pas tout à fait claire... » (suite en 2e page.)

« Et le gouvernement a reculé. Une déclaration officielle publiée avec l'accord du ministre du Ravitaillement annonce que les troupes ne seront pas utilisées tant que la « situation ne sera pas tout à fait claire... » (suite en 2e page.)

« Et le gouvernement a reculé. Une déclaration officielle publiée avec l'accord du ministre du Ravitaillement annonce que les troupes ne seront pas utilisées tant que la « situation ne sera pas tout à fait claire... » (suite en 2e page.)



Manifestation aux halles

Hier matin, aux Halles centrales, le Comité régional de la lutte contre la vie chère organisait une manifestation pour protester contre l'action des intermédiaires qui spéculent sur la hausse des prix.



— Non mais, tu me prends pour un âne ?



# LA GUERRE AVEC LE VIET NAM

## Vous mentez M. MOUTET!

Monsieur Moutet est arrivé à Paris. L'homme qui est resté quatre jours en Indochine, qui a passé le plus clair de son temps avec les ministres serviles, qui a été nommé fiasco du Dr Hoach et dans le palais du roi du Cambodge, l'homme qui est allé en tout et pour tout passer 24 heures à Hanoi sous la conduite de l'amiral Thierry d'Armenieu, cet homme a fait des déclarations à la presse qui ne signifient qu'une chose : ce ministre « socialiste » n'est que le valet et le porte-parole des colonialistes, des militaires de l'Argenlieu, de la Banque d'Indochine.

Sa déclaration sur la guerre du Viet-Nam est un acte de lâcheté, c'est un acte de lâcheté qui a été soufflé par une bande intéressée à détruire une jeune République indépendante qui menace ses profits et ses privilèges.

### Pourquoi vous mentez, Monsieur Moutet

Vous savez tout cela, Monsieur Moutet.

Mais vous préférez mentir.

RECEPTION DE HO CHI MINH EN FRANCE



### Les provocations de l'état-major français

Vous mentez, Monsieur Moutet, quand vous dites que les événements du 19 décembre sont l'œuvre des Vietnamiens.

Vous savez parfaitement que les événements du 19 décembre ont été précédés par une série de provocations des d'Argenlieu et des Morlière.

Vous savez qu'en signant l'accord du 6 mars 1946 et en approuvant le « modus vivendi » que vous avez signé avec le président Ho Chi Minh lors de son venue à Paris, les d'Argenlieu et les Morlière n'avaient qu'une pensée :

Faire semblant de rechercher un accord et pratiquer en même temps, une politique d'offense à la République du Viet-Nam.

Vous savez parfaitement que vous faisiez occuper Langson et Bac-Ninh, le général Morlière violait les engagements pris.

Vous savez parfaitement que ces mouvements de troupes terrestres étaient appuyés par des mouvements parallèles de la marine, ce qui a été démontré par la présence du « Suffren » dans la rade de Haiphong au moment des incidents de novembre.

Vous savez parfaitement que l'occupation par les forces françaises des postes de données de Haiphong avait provoqué la volonté des colonialistes de contrôler la vie économique du Viet-Nam pour, finalement, rétablir, dans ce pays, la domination des rôles du caoutchouc, du riz, du café, de la Banque d'Indochine.

Vous savez tout cela. Vous le savez par des dizaines de rapports, dont nous avons nous-mêmes publié les précédents infamants sur le régime que les d'Argenlieu ré-

vent de rétablir de Hanoi à Saigon.

Vous savez par ces rapports que la Légion étrangère, formée en grande majorité d'Allemands, et que des régiments de volontaires, n'ont pas cessé de faire régner la terreur la plus sanglante en Cochinchine et au Tonkin.

Vous sommes certains que les travailleurs français, que les militaires socialistes honnêtes savent vous imposer silence, comme ils savent imposer silence aux canons en Indochine.

...Pais immédiats avec le Viet-Nam !

Pas un homme, pas un soldat pour la guerre d'Indochine ! ROCHAL.

# SCSSION dans le parti socialiste italien

## SARAGAT et MATTEOTTI FORMENT UN NOUVEAU PARTI

Après une longue crise, le Parti socialiste italien vient d'élargir en plusieurs morceaux.

La majorité du Parti est restée autour de Pietro Nenni qui a pour suivi depuis longtemps une politique de rapprochement étroit avec le Parti communiste italien.

Certes, les masses laborieuses désirent profondément, ardemment, l'unité ouvrière. Mais une telle unité ne peut être profitable qu'à la condition de se faire sur un PRO-GRAMME REVOLUTIONNAIRE dans un parti basé sur une DEMOCRATIE VERITABLE.

Spécialement sur le sentiment des masses, Nenni s'est fait l'apôtre de l'unité avec les communistes non sur un programme révolutionnaire, mais sur la base d'une démocratie intérieure, mais sur celle d'une entente de deux bureaucraties nées d'un peu de choses près la même politique : celle du réformisme, celle du compromis.

C'est sur ce terrain que ce sont retrouvés le « vice-président » du Conseil des ministres, M. Nenni, avec le « vice-président » du Conseil, M. Togliatti.

Une telle entente a provoqué deux réactions opposées : la droite du parti socialiste dirigée par Giuseppe Saragat, ancien ambassadeur de l'Italie à Paris, a quitté le Congrès socialiste et a décidé de fonder un nouveau parti qui a pris le nom de « Section italienne de l'Internationale ouvrière » (S.I.I.O.). Ce parti qui s'est donné pour devise « L'unité avec les communistes », a été fondé par Saragat, Togliatti, et d'autres.

La guerre est terminée, mais la préparation de la prochaine révolution capitaliste, comme par exemple, la politique pacifique américaine était représentée jusqu'à présent, dans deux postes-clés, par deux généraux : le général Marshall en Chine, qui prend la direction de la guerre, et le général Clay, qui a été nommé, il y a peu de temps, à la tête des services d'occupation américains en Allemagne.

A présent, c'est le général Marshall, ancien envoyé de la Maison-Blanche en Chine, qui prend la direction du ministère des Affaires étrangères.

Les requins de Wall Street continuent la préparation des traités de paix à trois généraux bien connus pour leur volonté délibérée de préparer un nouveau massacre.

En Japon, Mac Arthur a trouvé un exécutif fidèle de la volonté de l'impérialisme américain en la personne de l'empereur, et dans la caste féodale et militaire qui est de la même nature qu'avant guerre.

En Allemagne, Clay confie la « dénazification » aux chefs nazis et enferme les ouvriers qui essaient même timidement de lutter pour leurs revendications les plus élémentaires.

Enfin, en Chine, Marshall s'est illustré par la férocité avec laquelle il a mené la lutte contre les « armées communistes » (armées des partisans pro-soviétiques) et par le soutien inconditionnel qu'il a accordé à Tchang-Kai-Chek, le

# BA AILLE pour le pétrole dans le Moyen-Orient

## Trusts anglais et américains éliminent leur concurrent français

L'Anglo-Iranian Oil Company (société britannique de pétrole) a annoncé qu'elle avait conclu un accord, pour la vente de grandes quantités de pétrole brut, à la Standard Oil Company of New Jersey (société américaine aux mains du célèbre magnat Rockefeller) et à la Socony Vacuum Oil Company (autre société américaine), pour une période de 20 ans.

L'un des principaux points de cet accord indique que les parties contractantes feront construire un pipeline qui ira du Golfe Persique jusqu'à la Méditerranée orientale, près de Haïffa, en Palestine.

Cet accord a été suivi de la dénonciation, par les compagnies américaines, de l'accord de 1928 qui accordait à la Compagnie des Pétroles français une participation d'un cinquième environ dans la Compagnie des Pétroles de l'Irak.

Un représentant de la Standard Oil a déclaré que l'accord de 1928 prévoyait une « défense en commun » des pétroles de l'Irak. La France, a déclaré le porte-parole des trusts américains, a été considérée pendant 4 ans, du fait de l'occupation, comme « territoire ennemi ». En conséquence, elle n'a pu participer à la « défense » des pétroles, et l'accord de 1928 devient caduc.

Le Gouvernement français a déposé une plainte à Londres contre les compagnies américaines, qu'il accuse de violer les engagements de l'accord de 1928.

# BYRNES A DÉMISSIONNÉ

## La politique « pacifique » des U.S.A. sera dirigée par trois généraux

La guerre est terminée, mais la préparation de la prochaine révolution capitaliste, comme par exemple, la politique pacifique américaine était représentée jusqu'à présent, dans deux postes-clés, par deux généraux : le général Marshall en Chine, qui prend la direction de la guerre, et le général Clay, qui a été nommé, il y a peu de temps, à la tête des services d'occupation américains en Allemagne.

A présent, c'est le général Marshall, ancien envoyé de la Maison-Blanche en Chine, qui prend la direction du ministère des Affaires étrangères.

Les requins de Wall Street continuent la préparation des traités de paix à trois généraux bien connus pour leur volonté délibérée de préparer un nouveau massacre.

En Japon, Mac Arthur a trouvé un exécutif fidèle de la volonté de l'impérialisme américain en la personne de l'empereur, et dans la caste féodale et militaire qui est de la même nature qu'avant guerre.

En Allemagne, Clay confie la « dénazification » aux chefs nazis et enferme les ouvriers qui essaient même timidement de lutter pour leurs revendications les plus élémentaires.

Enfin, en Chine, Marshall s'est illustré par la férocité avec laquelle il a mené la lutte contre les « armées communistes » (armées des partisans pro-soviétiques) et par le soutien inconditionnel qu'il a accordé à Tchang-Kai-Chek, le



Bon débarras, Byrnes !

# 6.000 fr. par mois

(Suite de la première page)

Ainsi donc Le Léop, parlant au nom d'une des plus puissantes fédérations cégétistes, commente par un tableau réel de la situation misérable de centaines de milliers de travailleurs, puis, lorsqu'il s'agit d'employer des moyens officiels pour faire aboutir les légitimes revendications, Le Léop ne fait plus confiance à ceux qu'il représente. Il a peur de la grève. « Il veut mieux attendre la rentrée des vacances parlementaires, dit-il. Les milliers de fonctionnaires à 6.000 francs par mois ne sont pas en vacances, eux, mais ils devront attendre que ceux qui en touchent 350.000 soient rentrés.

« Nous demanderons l'avis des chefs de partis », déclare encore Le Léop. Mais elle est toute connue, cette réponse : « Les partis de la réaction n'accorderont rien, du M.R.P. au P.R.L. on est pour réduire les travailleurs à la portion congrue.

Le Parti socialiste a déjà répondu par la voix de Léon Blum et de Philip.

Le Parti communiste demandera certainement la fixation du traitement de base à 120 0/0 du minimum vital, mais il sera opposé à ce que cette revendication soit faite insuffisamment appuyée par un mouvement de grève.

Le Front Unique de la Jeunesse Antifasciste de Dieppe a organisé pour le samedi 11 un meeting auquel s'étaient engagés à participer les Jeunes Communistes, Jeunes Socialistes, Mouvement Laïque des Auberges de la Jeunesse, Union de la Jeunesse de France et Jeunes Communistes Internationalistes. Mais, à la dernière minute, le responsable de la Jeunesse Antifasciste de Dieppe, F. Diapou, a reçu l'ordre impératif de ne pas parler à ce meeting si c'est un représentant du Parti communiste internationaliste appelle les travailleurs de toutes les corporations à prendre contact au sein de la C.G.T. avec leurs camarades fonctionnaires, ils doivent envisager EN COMMUN les moyens COMMUNS de mener la lutte pour la satisfaction des revendications des travailleurs de la fonction publique, qui n'est qu'un aspect de la lutte générale de la classe ouvrière.

Nous appelons tous ceux qui, dans le mouvement syndical, ont compris que l'action directe peut seule faire aboutir les revendications ouvrières, à pousser dans leurs unions locales et départementales un vaste mouvement de solidarité en faveur des fonctionnaires.

Michèle MESTRE.

# LA GRÈVE DES CAMIONNEURS EN ANGLETERRE

(Suite de la première page)

Le syndicat « officiel » est débordé. Le comité de grève a la direction du mouvement.

Les camionneurs ont acquis rapidement la sympathie d'une couche importante des travailleurs. Des milliers de dockers et d'employés des marchés londoniens ont manifesté cette sympathie par des actes en refusant soit de charger, soit de décharger les camions conduits par des « jaunes ».

D'ailleurs, la grève des camionneurs actuelle a de fortes analogies avec la grève des dockers de 1945, quand les dockers luttèrent également pour une augmentation des salaires et refusèrent de tolérer les atermoiements et les lâchetés des dirigeants syndicaux réformistes pour être et pour soutenir un comité de grève libre.

Aujourd'hui, le fait essentiel se reproduit. Les camionneurs ont compris que, pour vaincre, ils ont besoin d'une direction énergique et contrôlée par eux.

Au syndicat dirigé par le bonze réformiste Arthur Deakin, ils ont opposé leur comité de grève enthousiaste. Les multiples appels de Deakin en faveur de la reprise du travail n'ont obtenu qu'une réponse méprisante. Et les ouvriers dans une résolution, ont critiqué sévèrement l'exécutif du syndicat des ouvriers des transports pour ne pas avoir soutenu les travailleurs des conducteurs de camions. Il se peut que plusieurs groupements de conducteurs de camions de diverses autres villes ont fait savoir au syndicat qu'ils se mettront également en grève aujourd'hui si l'office des salaires n'accepte pas les revendications des grévistes de Londres.

Nous saluons la grève des camionneurs britanniques, magnifique exemple de combativité.

Que demain le mouvement ouvrier britannique soit au premier rang de la lutte prolétarienne mondiale, plus de doute.

On a pu voir dans le cœur de la City, des policiers transportant le courrier sur des brouettes dans le temps de la reine Victoria. Peut-être le capitalisme anglais devrait-il comprendre que son régime est aussi périmé que les brouettes utilisées par les postiers londoniens !

# Le gouvernement Blum contre la liberté de parole

Quand M. Moutet dit : « Tuez-tous en Indochine », son gouvernement ne peut qu'introduire toute manifestation de solidarité.

Nous avons déjà relaté les démarches que nous avons faites à propos de l'organisation d'un meeting contre la guerre d'Indochine.

Samedi après-midi, une délégation du P.C.I. était reçue par M. Pédron, attaché de cabinet à la présidence de la République.

Mais, de son propre aveu, il n'était qu'un nègre. Il n'a pu nous promettre de prévenir Blum, sans nous donner aucun espoir sur le caractère de la réponse.

Ces messieurs peuvent nous renvoyer de l'un à l'autre, ils ne nous auront pas à l'épousé. Le moment est venu pour la Fédération de la Seine et parti socialiste S.F.I.O. de tenir sa promesse d'imposer à son parti et au gouvernement Blum le respect des libertés démocratiques.

De toute façon, nous ferons le meeting. Si l'interdiction gouvernementale est maintenue, les travailleurs répondront à la provocation.

De toutes manières, ils viendront en masse : ils manifesteront contre la guerre du caoutchouc, ils affirmeront leur solidarité envers le peuple vietnamien massacré par le moins sanglant.

Ils appelleront les travailleurs sous l'uniforme, marins et soldats du corps expéditionnaire, à fraterniser et à se solidariser avec leurs frères indochinois.

Le gerant : M. JUILIA

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

SOCIÉTÉ NATIONALE DES ENTREPRISES DE PRESSE

IMPRIMERIE REALMUR

100, rue Réaumur

# La Vérité est en vente tous les vendredis dans tous les kiosques

« La Vérité » est en vente tous les vendredis dans tous les kiosques.

« La Vérité », 19, rue Daguerre, Paris (XIV<sup>e</sup>). Tél. : SUF. 62-31.

Alors, Moutet était tout miel... A présent, il y va à coups de canon !

Vous aimez, vous, ministre socialiste, les divers soupçons que l'ancien moine vous a offerts à Saigon et ceux du roi du Cambodge.

Vous préférez les colonialistes au Né-Không, au paysan des rizières affamé et opprimé, vous préférez les canailles galonnées aux jeunes chefs de Ton-Kien, aux volontaires de la mort, à qui s'attachent les dirigeants syndicaux réformistes pour l'indépendance de leur pays.

Ce n'est pas étonnant.

Vous continuez, après tout, la bonne vieille tradition social-démocrate, celle des Noske, qui fustigeait Rosa Luxembourg et Liebknecht, celle des serviteurs dévoués de la bourgeoisie.

Ce n'est pas étonnant.

Comme on le sait, l'amiral-moine Thierry d'Argenlieu a été en Indochine.

Ce que l'on sait moins c'est qu'il est passé par les Indes françaises où il a stationné quelques jours.

Dans le salon de quelque colonialiste ou lieu de conversation suivante que nous livrons à vos méditations :

« Comment vous, ancien religieux, vous consentez à devenir un chef de guerre ! Vous voulez évangéliser par l'épée ! Et l'ancien moine de répondre alors :

« — Que voulez-vous, cela fera des anges.

Sans commentaire !

L'évêque et la baisse

Mgr Richard, évêque de Laon, a lancé dans la Semaine Religieuse un appel à ses fidèles en faveur de la baisse de 5 0/0.

Dans son article, Monseigneur invite les commerçants à se serrer la ceinture d'un cran et à pratiquer la charité évangélique. Il y a quelque temps, si nous

# JOURNÉE DECISIVE

(Suite de la première page)

Le contrôle ouvrier

Quant au deuxième, il faut faire céder le patronat par la menace dont il a le plus peur : celle du contrôle ouvrier. Cela veut dire, d'abord, sortir un journal commun aux syndicats et au patronat. Un tel journal formerait l'opinion publique des faits réels, montrerait que les ouvriers ont le droit de gérer leurs boîtes et ferait une concurrence commerciale à ce qui deviendrait rapidement fatal aux journaux s'obstinant à ne pas sortir. L'attitude du comité inter-parti envisageant la gestion ouvrière de l'entreprise nationalisée était en ce sens tout à fait juste.

Il faut faire céder le patronat

La manœuvre du patronat réactionnaire est double : effrayer de saturation les revendications de satisfaction, faire les revendications de satisfaction, l'entreprise nationalisée par tous les moyens et, en particulier, dans le dernier cas, en particulier, les journaux ne paient pas leurs dettes ; certains sont assez riches pour le faire et ne le font pas pour accroître le déficit de la S.N.E.P. ; d'autres, incapables de se maintenir seuls, sont protégés par le gouvernement (ancien ou actuel) sans paiement de leurs dettes, toujours dans le même but.

Or, la seule façon de faire céder le patronat, c'est de lutter sans faiblesse pour les revendications de salaires jusqu'à l'échelle mobile, et par tous les moyens.

C'est de protéger l'entreprise nationalisée en liquidant ceux qui sont incapables de la gérer, notamment par leur personnel (tel M. Pierre Bloch, qui touche un salaire de 1.200.000 francs par an) et en instaurant le contrôle ouvrier.

Louis MAGNIN.

# La mission de Blum

(Suite de la première page)

Le gouvernement, qui ne veut pas libérer Pierre Conte, arrêté le 6 décembre au meeting de Wagram et sauvagement frappé, empêche toute manifestation en sa faveur.

M. Depreux a interdit l'organisation d'un meeting à Pontoise, où Pierre Conte lutta dans les F.F.I. et où son père fut conseiller municipal.

LA SOLIDARITE OUVRIERE DOIT SE MANIFESTER.

Pour défendre les libertés démocratiques, Contre les méthodes policières du sinistre Chiappe, Pour la libération de Pierre Conte,

TOUS A PONTOISE LE MERCREDI 15 JANVIER A 20 h. 30 SALLE DES FÊTES

# Un meeting de Front Unique à Dieppe quand la "Marseillaise" s'oppose à l'"Internationale"

Le Front Unique de la Jeunesse Antifasciste de Dieppe a organisé pour le samedi 11 un meeting auquel s'étaient engagés à participer les Jeunes Communistes, Jeunes Socialistes, Mouvement Laïque des Auberges de la Jeunesse, Union de la Jeunesse de France et Jeunes Communistes Internationalistes. Mais, à la dernière minute, le responsable de la Jeunesse Antifasciste de Dieppe, F. Diapou, a reçu l'ordre impératif de ne pas parler à ce meeting si c'est un représentant du Parti communiste internationaliste appelle les travailleurs de toutes les corporations à prendre contact au sein de la C.G.T. avec leurs camarades fonctionnaires, ils doivent envisager EN COMMUN les moyens COMMUNS de mener la lutte pour la satisfaction des revendications des travailleurs de la fonction publique, qui n'est qu'un aspect de la lutte générale de la classe ouvrière.

Nous appelons tous ceux qui, dans le mouvement syndical, ont compris que l'action directe peut seule faire aboutir les revendications ouvrières, à pousser dans leurs unions locales et départementales un vaste mouvement de solidarité en faveur des fonctionnaires.

Michèle MESTRE.

# ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA RÉGION PARISIENNE

Malgré le gros effort fourni depuis trois jours pour la vente de l'édition spéciale de « La Vérité », les trois-quarts des militants de la région parisienne assisteront à l'Assemblée générale du 12 janvier.

Le premier point de l'ordre du jour portait sur le travail d'entreprise. Dans son rapport, Brédier a traité des moyens de travail à employer dans les entreprises, se basant plus particulièrement sur les expériences que nous avons faites dans les entreprises métallurgiques de la région parisienne. La participation des militants de ces entreprises à ce congrès doit être une valeur inappréciable pour le parti. La plupart des camarades ont fait part de leurs expériences personnelles, confirmant généralement en ce qui concerne les conclusions du rapporteur. Il a été surtout examiné le problème posé par le tournant vers la gauche des communistes dans la région parisienne. Les camarades ont apprécié ce nouveau mot d'ordre commun lancé par les chefs staliniens en vue de mener l'entrée du P.C.F. dans le gouvernement. Mais dans leur ensemble les camarades ont compris très bien que ces luttes partielles pouvaient conduire à un large mouvement de la classe ouvrière.

Au début de cette assemblée, les camarades M. Mestre et Magnin ont expliqué dans quelles conditions se fit et se diffuse le numéro spécial de « La Vérité ». L'importance politique de notre intervention dans le conflit de la presse est considérable. Nous sommes apparus comme la seule organisation apportant un aide efficace aux ouvriers lock-outés. Par notre attitude nous avons aidé ceux-ci à pratiquer une brèche dans le bloc patronal des stalinistes. Quant à nous, nous restons fidèles aux traditions de lutte de la classe travailleuse ; et les jeunes travailleurs sont en accord avec nous comme le prouve le fait que l'ordre du jour suivant a été adopté à l'unanimité moins deux voix : celui de l'U. J. R. F. et de la J. O. C.

Les personnes réunies à l'appel du Front Unique de la Jeunesse Antifasciste, se déclarent prêtes à lutter contre le stalinisme et le fascisme qui relèvent la tête et soufflent sur le combat solennel par TOUTES les organisations de la Jeunesse ouvrière laïque et antifasciste.

Signalons que les camarades de la région parisienne ont prouvé qu'ils étaient capables de faire face rapidement et efficacement à tout événement politique. La décision de faire paraître le numéro fut prise jeudi à 17 heures. Vendredi, à 6 heures du matin, nos camarades commencèrent la vente. Leur nombre s'accrut sans cesse et 46.000 numéros furent ainsi vendus en quarante-huit heures. Ce résultat est encourageant. Cependant, nous avons constaté que des lacunes existent dans notre système de mobilisation. Il faudra les combler pour faire face dans l'avenir à d'autres événements.

# ENJEU DU CONFLIT

L'enjeu du conflit, c'est le pétrole du Moyen-Orient : plus de 30 % des ressources mondiales. Rappelons que les Etats-Unis possèdent 39,6 % de la production mondiale de l'« or noir », l'U.R.S.S. 11,3 %, le Venezuela 11 %, les Indes Néerlandaises 10 %, le Mexique 12 %, la Colombie 1 % et la Roumanie 0,8 %.

La production du Moyen-Orient n'est que de 5,7 % de la production mondiale, car l'exploitation des ressources est fort peu avancée.

Ce sont des compagnies britanniques et américaines qui se partagent les pétroles d'Irak et d'Irak. La Compagnie des Pétroles Français fait figure de parent pauvre. Mais elle est encore de trop. Son élimination va permettre aux compagnies américaines de s'assurer une place de plus en plus importante dans le Moyen-Orient.

Les trusts pétroliers américains se sont déjà assurés, en dehors de leur participation à l'exploitation du pétrole iranien, toute la production de l'Arabie saoudite, tandis que les Britanniques sont obligés de leur céder une partie du territoire où ils étaient, auparavant, les seuls maîtres.

Conséquences politiques

L'accord anglo-américain sur les pétroles laisse prévoir la transformation du sol de l'Irak, de l'Irak et de l'Arabie saoudite, en une véritable base militaire dirigée indubitablement vers le Caucase soviétique. Derrière les phrases sur la paix prononcées dans un certain nombre de capitales mondiales, les capitalistes américains et britanniques préparent patiemment l'encercllement total de l'Union Soviétique.

Nous reviendrons sur ce problème en détail, mais signalons tout de suite une autre conséquence tragique de l'accord pétrolier : intensifiés désormais dans le maintien de l'ordre en Palestine où passera le nouveau pipeline, les Américains vont retirer leur appui aux Juifs palestiniens et les abandonner à la répression britannique. Le Stionisme, qui rêvait d'une aide américaine, apparaît ainsi comme utopique et même néfaste. Les masses juives de Palestine doivent se lier aux masses arabes pauvres pour lutter en commun contre l'impérialisme britannique. C'est la seule voie de salut.

# à Clermont-Ferrand

La grève se poursuit chez Michelin

15.000 ouvriers de chez Michelin, à Clermont-Ferrand, sont entrés en grève mercredi dernier. La grève a démarré spontanément à l'atelier O ; les ouvriers réclament la distribution de primes d'été différées pour l'ensemble du personnel. La direction n'était pas d'accord. Elle prétendait donner ces primes qu'elle dit, messieurs, mais les ouvriers ne l'ont pas entendue de cette oreille. Débrayés, ils ont obtenu un cahier de revendications. C'est la bonne voie. Puis, un des directeurs de l'entreprise, a dit céder sur un certain nombre de points, dont l'application pour les jeunes de l'égalité des salaires, à Clermont-Ferrand.

Mais l'accord n'ayant pu se réaliser sur l'ensemble des revendications, le travail n'a pas repris.

Le ministère du Travail a désigné un arbitre qui est arrivé hier à Clermont-Ferrand.

Une entrevue a eu lieu entre la délégation patronale et la délégation ouvrière, à 17 h., à la préfecture. Elle s'est terminée sans résultat.

Un deuxième arbitre a été fixé pour le soir même.

Il faut absolument que les ouvriers tiennent le coup, non seulement parce qu'ils ont obtenu leurs revendications, mais encore parce que leur lutte porte atteinte aux intérêts d'un des plus gros exploitateurs de la région.

Tout cela, dans un seul moyen : mener un combat jusqu'au bout, exiger la satisfaction de toutes les revendications mises en avant, imposer également la fixation d'un véritable minimum vital garanti par l'échelle mobile qui sera appliquée dès le début de la distribution d'une prime de fin d'année, si elle améliore les salaires, ne règle pas le problème de la vie chère.

# LES JEUNES DU PARTI

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA RÉGION PARISIENNE

Les jeunes bureaucrates calomnient

Après ces exposés, la parole a été donnée aux contracteurs. Et l'on a vu, plus réducteur d'un cahier de revendications, c'est la bonne voie. Puis, un des directeurs de l'entreprise, a dit céder sur un certain nombre de points, dont l'application pour les jeunes de l'égalité des salaires, à Clermont-Ferrand.

Mais l'accord n'ayant pu se réaliser sur l'ensemble des revendications, le travail n'a pas repris.

Le ministère du Travail a désigné un arbitre qui est arrivé hier à Clermont-Ferrand.

Une entrevue a eu lieu entre la délégation patronale et la délégation ouvrière, à 17 h., à la préfecture. Elle s'est terminée sans résultat.

Un deuxième arbitre a été fixé pour le soir même.

Il faut absolument que les ouvriers tiennent le coup, non seulement parce qu'ils ont obtenu leurs revendications, mais encore parce que leur lutte porte atteinte aux intérêts d'un des plus gros exploitateurs de la région.

Tout cela, dans un seul moyen : mener un combat jusqu'au bout, exiger la satisfaction de toutes les revendications mises en avant, imposer également la fixation d'un véritable minimum vital garanti par l'échelle mobile qui sera appliquée dès le début de la distribution d'une prime de fin d'année, si elle améliore les salaires, ne règle pas le problème de la vie chère.

# BULLETIN D'ABONNEMENT

Je sousigné, déclare m'abonner à LA VERITE

pour 1 an (52 numéros) ..... 250 fr.

pour 6 mois (26 numéros) ..... 125 fr.

pour 3 mois (13 numéros) ..... 60 fr.

(Rayer les mentions inutiles)

Nom .....

Adresse .....

Envoyer ce bulletin 19, rue Daguerre, Paris (14<sup>e</sup>), et les mandats à : « LA VERITE », C.C.P. 5479-17 Paris

Signature .....

Soutiens « LA VERITE » en remplissant ce bulletin dès aujourd'hui.